



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bidépartementale de la Charente
et de la Vienne

Poitiers, le 14 août 2024

Rapport de l'inspection des installations classées Visite d'inspection du 9 avril 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Soc Condit Matériaux Carrières

Rue Pierre Pagnaud

ZI Sud

86500 Montmorillon

Références : 2024 957 UbD16-86 ENV86

Code AIOT : 0100044861

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 avril 2024 dans l'établissement Soc Condit Matériaux Carrières implanté rue Pierre Pagnaud ZI Sud 86500 Montmorillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présence inspection a été réalisée dans le cadre d'une enquête de la Gendarmerie visant plusieurs sites du secteur auxquelles l'inspection des installations classées a participé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Soc Condit Matériaux Carrières
- Rue Pierre Pagnaud ZI Sud 86500 Montmorillon
- Code AIOT : 0100044861
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, non connu de l'inspection, est spécialisé dans la vente de sable en vrac ou conditionné en sacs ou en big-bags.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Classement des installations	Code de l'environnement, articles L. 512-7 alinéa I et L. 512-8	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un doute persiste sur la régularité de la situation administrative du site. L'exploitant est invité à communiquer les éléments justifiant du positionnement des installations vis-à-vis de la nomenclature des installations classées et, le cas échéant, à régulariser la situation de celles-ci en ayant recours à la procédure administrative idoine.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement, articles L. 512-7 alinéa I et L. 512-8
Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des ICPE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article L. 512-7 alinéa I du code de l'environnement :</u> « Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées. [...] »</p> <p><u>Article L. 512-8 du code de l'environnement :</u> « Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1. [...] »</p> <p><u>Nomenclature des ICPE :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • 2515. Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes <ul style="list-style-type: none"> ◦ 1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :

- a) Supérieure à 200 kW (E)
- b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW (D) [...]

Constats :

Le jour de l'inspection, il est constaté la présence sur le site :

- d'une ligne d'ensilage de sable ;
- d'un stockage vrac de sable ;
- de stockage de sacs en sable conditionnés en palette ou de sable conditionnés en big-bags.

L'exploitant indique que le stockage de sable vrac est saisonnier, et qu'il est actuellement à un niveau haut. La puissance de la ligne d'ensilage n'est pas connue, mais l'exploitant indique que la puissance souscrite est d'environ 90 kW.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant se positionnera vis-à-vis de la nomenclature des ICPE, et notamment de la rubrique susmentionnée.

Le cas échéant, l'exploitant devra régulariser la situation administrative en procédant :

- aux déclarations nécessaires via le téléformulaire disponible à l'adresse <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R42920>
- au dépôt d'une demande d'enregistrement conforme aux articles R. 512-46-1 à R. 512-46-7 du code de l'environnement via le téléformulaire disponible à l'adresse <https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/R62282>

L'inspection rappelle en outre que l'exploitation d'une installation classée non enregistrée constitue un délit, et que l'exploitation d'une installation classée sans déclaration préalable est passible d'une contravention de 5e classe.

L'exploitant profitera pour réaliser un examen de l'application d'éventuelles autres rubriques ICPE dans le cadre de son exploitation. Pour ce faire, il peut consulter le site suivant recensant toutes les rubriques de la nomenclature des ICPE : <https://aida.ineris.fr/thematiques/rubriques-nomenclature-icpe>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 15 jours